



ENQUÊTES

revue de l'école doctorale 188
Histoire moderne et contemporaine

Une doctorante confinée : les Antilles, Instagram et les statues brisées

Adélaïde Marine-Gougeon

Sorbonne-Université (Centre d'Histoire du XIX^e siècle) / CNRS (CIRES)

Une doctorante confinée : les Antilles, Instagram et les statues brisées

Tout était planifié : Paris ne devait pas beaucoup me voir pendant ce premier semestre 2020. Mais la pandémie est arrivée, et elle a tout bouleversé.

UN PROGRAMME DE SÉJOURS DE RECHERCHE TORPILLÉ PAR LA PANDÉMIE

Le contrat doctoral est un luxe, un privilège pour quiconque entreprend une thèse en Lettres et sciences humaines. Pendant ces trois années, mes heures de cours étaient concentrées au premier semestre, me laissant libre d'organiser mes recherches au second, et en particulier de longs séjours en archives. Trois années, cela paraît long ; et pourtant, comme elles ont passé vite ! On m'avait prévenue, et on avait raison. Fin janvier 2020, en troisième année de contrat doctoral, me voici déchargée de cours, certainement pour la dernière fois de ma carrière. J'ai devant moi de longs mois dédiés à des séjours d'archives planifiés, organisés et désirés pour réaliser des avancées certainement cruciales pour mes recherches.

Mon travail de thèse porte sur les propriétaires d'esclaves en Martinique au XIX^e siècle, et leurs circulations dans l'empire colonial français et dans les Caraïbes. Mes principaux terrains d'archives se trouvent en dehors de Paris ; pour rassembler mon corpus de sources, j'ai donc dû réaliser des séjours de plusieurs semaines à divers endroits. En mars 2020, je devais me rendre à Aix-en-Provence pour fréquenter les ANOM (Archives nationales de l'Outre-mer) et son personnel aimable et bienveillant. En avril, à moi les archives diplomatiques de Nantes et leurs correspondances consulaires en provenance des quatre coins de la planète ! Les archives départementales de la Loire-Atlantique, quant à elles, ne manqueraient pas de me réserver de belles découvertes, étant donné les liens historiques avec mon principal terrain de recherche, la Martinique et la Caraïbe.

Après un mois de mai concédé aux institutions parisiennes et au mois de commémoration des abolitions de l'esclavage, je devais faire un saut de quelques jours à Baltimore, pour un grand colloque féministe auquel j'avais eu l'honneur d'être retenue avec des collègues doctorantes, puis revenir dans la foulée à Aix-en-Provence durant le mois de juin suivant. Pour mon sujet, deux séjours aux ANOM ne sont jamais de trop. J'avais prévu de me lancer à la découverte des archives notariées, ce morceau de choix que je redoutais depuis le début de mes recherches. Non, deux séjours ne seraient vraiment pas superflus, et mon bilan carbone devait être désastreux au printemps 2020, une fois n'est pas coutume !

J'avais en effet passé le mois de février à La Havane, grâce à un programme d'échange scientifique, afin de chercher des liens entre Cuba et la Martinique au XIX^e siècle. Ce fut une expérience très riche à tous points de vue. J'y avais suivi de loin la propagation de l'épidémie de la Chine vers l'Europe. Courant février, c'était l'Italie qui était touchée de plein fouet. « Mais l'Italie, c'est presque chez nous, ce sont nos voisins », me suis-je dit. Le péril se rapprochait. Le jour où j'ai pris l'avion pour rentrer à Paris, tout le personnel de l'aéroport de La Havane portait des masques en tissu vert. J'ai été surprise : était-ce vraiment nécessaire ?

À peine rentrée à Paris, j'ai sauté dans un train vers Aix-en-Provence, et y ai retrouvé avec plaisir les ANOM. Au fil des séjours, on s'y sent presque chez soi. Le mardi 10 mars, tout se passe bien. Je consulte mes dossiers à un bon rythme. Mais le mercredi, les archives bruissent des premières rumeurs de mesures exceptionnelles pour faire face à la pandémie, qui a déjà atteint la France. Je suis à Aix-en-Provence, tout est calme, je ne vois toujours pas le danger. Un archiviste me prévient : contrairement à ce que je pense, « ce n'est pas une grosse grippe, encore moins une 'grippette'. Ce virus est dangereux ». Le jeudi, on s'attend à l'annonce de la fermeture totale des établissements scolaires et d'enseignement supérieur. On me prévient que les archives sont concernées aussi. C'est désormais une certitude : les archives vont fermer, mais je n'arrive pas à y croire, je ne peux envisager que mon si beau programme soit à ce point torpillé par un virus dont je n'avais pas mesuré la dangerosité. Et si les archives ouvraient uniquement le matin ? Ou rouvraient dans deux semaines ? Il y aurait peut-être des situations d'entre-deux ? Après tout, il est possible d'y respecter des distances raisonnables entre usagers...

C'est de ces illusions que je me berçais le jeudi soir ; il était impensable de renoncer à ce séjour. Le vendredi matin, j'espérais encore sauver mon terrain de recherche, mais le couperet tomba l'après-midi : les archives seraient fermées à compter de ce soir vendredi 13 mars, et ce « jusqu'à nouvel ordre ». Je suis désemparée, les personnels des archives sont désolés : ils ont compris bien avant moi que le public ne reviendrait pas avant longtemps. « La meilleure chose que vous puissiez faire, c'est de rentrer chez vous. », me dit une agente. Cette phrase sonna le glas de mon programme de recherches. Tout est terminé, je dois en faire le deuil. L'annonce officielle du confinement à venir ne fait que confirmer cette sombre perspective. Mon ultime semestre déchargé de cours du contrat doctoral a été percuté de plein fouet par le coronavirus. Jamais je ne pourrai retrouver ce temps long et précieux pleinement consacré aux recherches.

L'HISTORIENNE FACE AU DÉNI DE RÉALITÉ

Une pandémie, un quotidien bouleversé, des mobilités limitées, l'acceptation des atteintes aux libertés au nom de la protection sanitaire... Voilà des thèmes qui sont familiers à la doctorante en histoire que je suis. J'ai étudié la Peste Noire et ses répliques, la peste de Marseille de 1720, et l'épidémie de choléra à Paris en 1832. Tout ce savoir historique ne m'a pourtant pas préparée à ce que ces événements fassent irruption dans ma réalité.

La pandémie a commencé en Chine, un vaste et lointain pays. En tant que professeure de lycée, j'ai enseigné que le processus de mondialisation accélérerait la mise en communication des

territoires et des hommes. La propagation de l'épidémie de la Chine à l'Europe était théoriquement prévisible. Cependant en janvier, tout ceci paraissait encore si éloigné de moi. Les discours des médecins n'étaient pas alarmistes, ceux des ministres non plus. J'avais peu de risques d'être touchée, puisque je vis en France, protégée par un système de santé que je considère comme un des meilleurs au monde. Un confinement généralisé comme à Wuhan paraissait hautement improbable chez nous.

A posteriori, il a bien fallu se rendre à l'évidence : jusqu'à l'annonce du confinement, jusqu'à la lecture d'un article du *Monde* daté du dimanche 15 mars qui relatait les résultats d'une étude britannique envisageant des centaines de milliers de morts en France en cas d'absence de confinement, jusqu'au dernier moment, je n'ai rien vu venir. La crise sanitaire que nous avons traversée a entraîné une prise de conscience en tant qu'apprentie chercheuse. L'étude du passé n'entraîne définitivement pas une prescience des événements à venir, et ne protège pas des aveuglements relatifs à une période de crise. Tout cela, je le sais, je m'échine même à le répéter à mes étudiants, mais c'est autre chose de le vivre et de le vérifier par ma propre expérience. L'imprévu, la confusion des événements, la compréhension *a posteriori* des bouleversements en cours sont autant de dimensions que nous, historiens, nous efforçons d'intégrer dans nos études sur les hommes et les femmes du passé. Cet événement que je n'ai pas vu venir a bouleversé mes projets et aspirations ; il résonne comme une piqûre de rappel pour bannir toute tendance à une posture surplombante, omnisciente et téléologique. J'en tirerai au moins cette leçon.

RECHERCHES CONFINEES, TEMPS (IN)FINI

Après avoir renoncé à ces séjours en archives qui me tenaient tant à cœur, je me suis résignée à mon sort. Bon an mal an, je suis devenue une télétravailleuse, comme la grande majorité du monde de la recherche. Le contexte invitait à se tourner vers un corpus de sources abondant, mais surtout numérisé. Or, il y en avait un qui attendait que je l'explore. Je l'avais dédaigné jusqu'à présent, victime de ce mal qu'est la procrastination. La pandémie et le confinement l'ont imposé comme une évidence : l'heure du dépouillement des registres d'Etat-civil avait sonné. Je me suis donc plongée dans ce travail de relevé systématique avec une énergie tranquille, et surtout, l'impression d'avoir un océan infini de temps devant moi. Puisqu'il n'y avait rien d'autre à faire, autant entreprendre d'explorer sur un siècle les traces de vie des individus qui s'apprêtent à composer ma thèse.

Ce travail, aussi passionnant que fastidieux et chronophage, s'est avéré l'antidote parfait pour mettre à profit la période du premier confinement. Le temps, dont je pensais qu'il s'écoulerait avec lenteur, s'est en réalité accéléré. Sur ces entrefaites, un deuil est venu interrompre mon travail. La maladie et la mort avaient rattrapé mon existence, au diapason de l'épreuve collective.

Le temps m'a joué des tours : j'espérais en tirer profit pour accomplir les mille et une choses que je n'avais pas pu faire jusqu'à présent ; je rêvais que cette période où il paraissait suspendu devienne riche d'accomplissements et d'avancées spectaculaires ! Las, le temps s'est

joué de moi : loin de s'écouler avec une viscosité insupportable, il a passé à une vitesse déconcertante. Ma progression s'est révélée passionnante, certes, mais désespérément laborieuse. L'amorce du déconfinement se profilait déjà, alors que je n'avais même pas achevé mon relevé sur les trois-quarts de ma période d'étude.

Certains ont pu croire que cette parenthèse devait être profitable pour le travail de réflexion, et qu'elle était idéale pour des doctorants en perpétuelle quête de temps. Quelle absurdité ! Cela revient à penser que les doctorantes et doctorants, chercheuses et chercheurs vivraient dans une bulle à l'abri des catastrophes pour eux et leurs proches, à l'abri de la mort et de l'angoisse. C'est faire comme si nous n'étions pas incarnés dans des personnes de chair et de sang, vulnérables et sensibles à ce qui nous entoure. J'ai vécu ce confinement certes à l'abri ; mais cet abri est géographiquement situé dans le département le plus pauvre de France, dont la population a été la plus touchée de la région francilienne. Difficile d'ignorer la détresse d'hommes et de femmes migrants qui vivent à deux pas de chez vous. Difficile de ne pas entendre les nouvelles qui relatent que des familles n'ont plus de quoi se nourrir, à quelques pas de chez vous. Difficile aussi d'ignorer que la maladie frappe fort, à deux pas de chez vous. La pandémie a fait des dégâts, ce n'est pas un mal abstrait, il est géographiquement et socialement situé parmi les classes les plus populaires, qui vivent à côté de chez moi.

Un tel contexte n'a pas rendu aisée la concentration nécessaire au travail de recherche. Au plus fort de l'épidémie, j'ai commencé à me questionner sur l'utilité et l'intérêt de mes recherches. Les chercheurs en médecine occupaient, à juste titre, tout l'espace médiatique. Ils sauvaient des vies, eux. Les implications de leurs recherches sont immédiates, il s'agit de vie et de mort. Moi, je ne sauve pas de vies, je pose des questions, j'essaie d'établir des vérités parfaitement relatives et contingentes sur le passé. Il est fort possible que mes successeurs disent dans dix ans que mon travail actuel est dépassé. C'est décourageant. Et puis, j'ai commencé à écouter plus attentivement le débat sur la recherche en médecine, et entendu le désarroi du grand public : finalement, les chercheurs en médecine sont apparus dans leur réalité nue. Les débats scientifiques se sont affichés en direct sur les écrans du monde entier, et le grand public a semblé découvrir cette chose inattendue : les chercheurs en médecine tâtonnent, ils établissent des vérités partielles, changeantes, relatives, rassemblent des données qui s'avèrent aussi vite insuffisantes, ils doivent respecter des règles méthodologiques communes sous peine de disqualification. Comme nous, finalement ! Le grand public a découvert cette réalité, car il a oublié ce en quoi consiste la démarche scientifique : il n'existe pas de vérité absolue, même en médecine. On ne peut lui apporter que des vérités relatives, y compris dans les sciences dites exactes. Les termes du débat m'ont un peu rassérénée sur la perception des sciences humaines et sociales dans la société, puisqu'il devenait évident que la distinction entre sciences « molles » et sciences « dures » venait d'en prendre un coup.

DU BON USAGE DE LA DÉCONCENTRATION POUR NOURRIR LA RÉFLEXION HISTORIQUE

Mon travail pendant le confinement a également dû composer avec un autre adversaire redoutable : la déconcentration. Lorsqu'on travaille chez soi, il arrive que la discipline que l'on s'inflige soit plus relâchée : la cuisine est si près, le téléphone aussi, avec les tentacules de ses réseaux sociaux. Je dois le confesser : je me suis souvent surprise à m'égarer pendant mes plages de travail sur mon réseau social préféré, mon péché mignon, le ci-après nommé Instagram, obnubilée par les dizaines d'images défilant sur mon écran. Il faut le reconnaître : c'est une activité aussi chronophage que parfaitement stérile. Jusqu'au jour où je découvris le compte d'Adeline Rapon, cette « instagrammeuse » d'origine martiniquaise qui, pour occuper ses longues journées confinées, avait eu l'idée de composer des autoportraits réalisés avec des bouts de tissus et des bouts de ficelle, pour rendre hommage aux femmes antillaises d'antan. Sa série photographique, merveilleusement réussie, s'appuyait sur des cartes postales du début du XXe siècle, et quelques célèbres tableaux.

Cette série s'inscrit dans le mouvement global du « Getty Museum Challenge », qui vise à encourager les internautes à reconstituer chez eux de célèbres tableaux des grands musées du monde. Chez nos amis britanniques, un autre « instagrammeur », le baryton Peter Brathwaite, s'est amusé avec un immense talent (et s'amuse toujours à l'heure où j'écris ces lignes), à reconstituer avec des objets contemporains des tableaux de la peinture européenne du XVIe au XIXe siècles représentant des hommes noirs. Ces belles découvertes en amenant d'autres, je trouvais ensuite plusieurs autres comptes de personnes qualifiées d'« influenceuses » qui entendaient donner de la visibilité à l'histoire et à la culture des Antilles françaises et de la Caraïbe. Ces trouvailles m'amenèrent ainsi à un questionnement sur mon champ de recherche et la discipline que j'entends exercer à titre professionnel.

J'avais entendu parler des fameux « youtubeurs » adeptes de la vulgarisation historique. Mais du partage de connaissances historiques via Instagram, point du tout ! Bien sûr, ces connaissances sont souvent sommaires et très approximatives, car leur transmission passe essentiellement par des supports visuels et de très courts textes d'accompagnement. À ce titre, ces comptes interrogent la place de l'historien dans le partage de connaissances : puis-je intervenir sur ces pages pour corriger d'éventuelles erreurs ? Comment ces corrections seraient-elles perçues et interprétées ? Est-ce mon rôle d'entrer en contact avec ces personnes pour leur suggérer des précisions ou des recommandations bibliographiques ? Toute posture de type professoral aurait risqué de braquer les internautes, et aurait sans doute entravé la possibilité d'un dialogue serein et constructif. Il m'est plutôt apparu que ces pages sont avant tout des lieux de construction d'un discours mémoriel au sujet de l'histoire des Antilles françaises et de l'esclavage, qu'elles sont des supports pour exprimer une soif de connaissances profonde et sincère, par-delà les erreurs factuelles ou d'interprétation. J'ai eu l'impression que ce format n'était pas adapté à une intervention scientifique de ma part, et que je n'y avais pas ma place, de surcroît en tant que doctorante et non historienne titulaire.

Plus tard, au moment où le « mois des abolitions » battait son plein (c'est-à-dire le mois de mai), c'est d'abord sur les réseaux sociaux que s'est exprimée une véritable « soif d'histoire » de la

part des populations françaises d'origine antillaise et africaine, y compris de manière maladroite et désordonnée. La toute nouvelle *Fondation pour la mémoire de l'esclavage* semble l'avoir bien compris, car elle n'a cessé, depuis le mois de mai dernier, de produire des contenus destinés à être diffusés sur les réseaux. Elle n'a cependant pas encore la même visibilité que les comptes Instagram des influenceurs et influenceuses mémoriels en la matière ! Le discours des historiens joue un rôle assez limité dans ces pages : les auteurs et autrices reconnaissent qu'Internet est en effet leur principale source d'information, via des sites divers et variés, ou des films documentaires, et plus rarement des ouvrages historiques spécialisés. Il est cependant arrivé que des internautes y demandent des références d'ouvrages d'historiens. Les « instagrammeuses » partagent ainsi leurs conseils bibliographiques, qui se limitent sans surprise aux grandes synthèses disponibles sur la question. La difficulté d'accès des ouvrages scientifiques et plus généralement l'invisibilité des spécialistes dans les médias de masse expliquent peut-être le décalage abyssal entre les questionnements du grand public et les résultats produits par la recherche sur ce champ historique.

Ce décalage est apparu de manière flagrante peu de temps après le déconfinement, avec le bris des statues de l'abolitionniste Victor Schœlcher en Martinique le 22 mai 2020. Une fois de plus, je me suis laissée surprendre par la tournure des événements. Avec la crise sanitaire terrible que nous vivions, je ne m'attendais pas vraiment à ce que mon thème de recherche fasse la Une de l'actualité, avant même les manifestations aux Etats-Unis, puis en France, consécutives au meurtre de George Floyd. La question raciale était pourtant bien sous-jacente derrière les terribles chiffres des victimes de la pandémie et l'épreuve du confinement en France hexagonale, qui ont été en grande partie des personnes étrangères, issues de l'immigration et précarisées. Avec le bris des statues de Schoelcher (mouvement poursuivi et approfondi dans les semaines qui ont suivi), la jeunesse martiniquaise me parut envoyer un signal de détresse. Il m'a semblé un peu facile de condamner ce geste sans s'interroger sur ses causes profondes. Certes, s'attaquer à la figure de Schoelcher l'abolitionniste peut sembler absurde ; la destruction des statues représentait un acte par trop définitif, alors que l'homme est plutôt celui du paradoxe, comme beaucoup d'hommes de son siècle. Il était dommage d'oublier par un tel geste ses intentions et ses actes profondément révolutionnaires de l'année 1848, lui qui s'était battu avec acharnement pour faire entrer immédiatement les « nouveaux libres » dans la citoyenneté. Mais Schoelcher, comme beaucoup de ses contemporains, fut bien un partisan de la colonisation, ce que la jeunesse martiniquaise a semblé découvrir avec autant de stupéfaction que de dégoût, à rebours des discours de glorification du personnage, répandus depuis plus d'un siècle.

Cet acte de vandalisme reflète l'ignorance de la jeunesse de Martinique et de France de sa propre histoire, et c'est bien là tout le problème. Le fait que cela se soit produit en Martinique, et non en Guadeloupe, me semble significatif, car en Guadeloupe existe depuis bientôt cinq ans le mémorial ACTe, lieu de connaissances et d'échanges sur l'histoire de l'esclavage. Rien de tel n'existe en Martinique, ce qui met l'ensemble de la classe politique face à ses responsabilités en matière mémorielle et culturelle. Cela nous interpelle aussi collectivement sur notre rôle en tant qu'historiens dans la cité, sur la pertinence qu'il y aurait à investir les canaux par lesquels circulent les demandes du public en matière de connaissance historique. Les interrogations demeurent sur

la réception de notre savoir scientifique, à l'heure où celui-ci est contesté de toutes parts, et où la nuance a de plus en plus de mal à se faire entendre. Bien des tribunes ont été écrites pour donner du sens à ces destructions de statues, ou à la polémique entourant la figure de Colbert, tribunes écrites par des personnes bien plus qualifiées que moi. Comme tout historien, ma préférence va à l'explication et l'analyse plutôt qu'à la destruction ou le déboulonnage. J'ai vu détruire avec un certain chagrin la statue de Joséphine sur la Savane de Fort-de-France : décapitée et maculée de peinture rouge, elle disait déjà beaucoup sur la profondeur des conflits sociaux et raciaux en Martinique, et était un symbole fort à la vue de tous des blessures issues de l'esclavage.

Plus les semaines avançaient, plus la vague destructrice s'est abattue contre les symboles de l'esclavagisme et du colonialisme en Martinique. Ce mouvement, parfois excessif, apparaît comme un retour de bâton implacable après des décennies de silence et d'inaction politique sur les questions mémorielles, en France comme en Martinique, mais aussi contre l'absence de perspective d'avenir pour la jeunesse de l'île. La référence à la figure tutélaire d'Aimé Césaire ne suffit plus à calmer les esprits. Il semble bien qu'il faille construire autre chose. Dans le même temps, de nombreuses initiatives fourmillent de la part de jeunes historiennes et historiens, et professeurs d'histoire, pour donner de la visibilité à l'histoire de l'île, à la mémoire de l'esclavage et des résistances à la colonisation, avec là encore le support des réseaux sociaux. Gageons que ces initiatives feront partie de la solution. Ces dramatiques actes de vandalisme et ces polémiques m'ont au moins assurée d'une chose : le champ de mes recherches suscite de l'intérêt, et répond à un véritable questionnement qui travaille la société. Je ne sauve peut-être pas de vies, mais mes résultats pourront peut-être contribuer à une compréhension plus fine de la société dans laquelle nous vivons. Le travail réalisé ne serait peut-être pas vain. De quoi donner du cœur à l'ouvrage ! Cette période si particulière de crise sanitaire me laisse un regret toutefois : que personne ne se soit donné la peine de trouver un véritable nom à cette fichue maladie.

Adélaïde Marine-Gongeon

« Circulations, réseaux et identité des Blancs créoles de la Martinique au XIX^e siècle, entre transcolonialisme et affirmation nationaliste », sous la codirection de Jacques-Olivier Boudon et de Myriam Cottias